

Barkhane au Mali : En quête de sympathie après de fortes critiques ?

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

VENDREDI 30 OCTOBRE 2020

719

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Mali et terroristes Dialoguer sur quelles bases ?



WANEP, PNUD et CEDEAO : Accélérer l'agenda femme, paix et de sécurité dans le Sahel



Réformes des élections au Mali : Les recommandations de la COCEM



SAER GROUP C'EST:

**+ de 400
collaborateurs**

aux nationalités multiples, répartis au sein de
26 sociétés, qui oeuvrent tous au rayonnement
de la marque SAER.

SAER GROUP

Une	Mali et terroristes : Dialoguer sur quelles bases ?	P.4
Brèves	Le M5 rompt le silence : La présidence du CNT doit lui revenir	P.10
	Le Mali post-IBK : La transition des photos, des caméras et des audiences !	P.10
	Mali : L'armée rejette « des rumeurs d'exactions » dans la région de Mopti	P.10
	Amadou Ousmane Touré, président de la cour constitutionnelle : « Il faut déjà s'engager dans la préparation des élections »	P.11
	Mali : Rassemblement contre la publication de caricatures du prophète à Bamako	P.11
	Mali : À Farabougou, la situation reste difficile mais les négociations progressent	P.12
	« Exactions » au centre du Mali : Tabital Pulaaku accuse l'armée, les FAMAs réfutent	P.12
	L'AEEM sous les phares de l'actualité : Pour un Mali nouveau, une école nouvelle	P.13
Actualité	Filières scientifiques : L'éternelle bête noire à l'école	P.15
	L'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du Processus d'Alger : L'impossible mise en œuvre	P.16
	WANEP, PNUD et CEDEAO : Accélérer l'agenda femme, paix et de sécurité dans le Sahel	P.18
	Barkhane au Mali : En quête de sympathie après de fortes critiques ?	P.22
Politique	Réformes des élections au Mali : Les recommandations de la COCEM	P.23
	SOUMI et SBM : Du duel en duo en 2022 ?	P.25
Culture & société	Il tombe amoureux de sa servante : Une rencontre anodine qui fait basculer sa vie	P.27
International	En Côte d'Ivoire : « Nous ne pouvons pas reconnaître Ouattara s'il se proclame élu »	P.28
	Guinée Conakry : La contestation des résultats de la présidentielle et la théorie des trois vérités	P.30
Sport	Ministère de la Jeunesse et des Sports : La touche du Ministre Mossa Ag Attaher	P.31



Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations** (AMPI)
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampikile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo, Yama Diallo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte



Mali et terroristes : Dialoguer sur quelles bases ?

On l'a longtemps dit et répété et il ne faut jamais cesser de le dire : le Mali est un pays de dialogue. En effet, depuis des siècles, les différends, les litiges voire les conflits violents trouvent toujours leurs solutions dans le vestibule du chef de village, sous la tente du chef de tribus, sous le toguna ou sous l'arbre à palabres du village. C'est pourquoi les Bamanans affirment que « le dialogue est un délice, une vertu ». Ainsi est vil, méchant, « homme sans tête » celui qui refuse le dialogue pour résoudre ses problèmes avec les autres et n'en fait qu'à sa tête. Il est généralement écarté des séances de prises de décisions concernant le village ou la famille. Le Mali est à 80% composé d'agriculteurs et d'éleveurs entre qui les conflits sont permanents et quelquefois sanglants voire mortels. Cependant, quelle que soit l'ampleur des conflits, ceux-ci finissent toujours par se ré-

sorber au cours d'un dialogue dont les mécanismes sont bien huilés sous la houlette des chefs griots ou d'autres facilitateurs attitrés. De ce point de vue, la perspective d'un dialogue avec les groupes terroristes maliens non signataires de l'Accord de Bamako de mai et juin 2015 est tout à fait envisageable. La question principale qui se pose alors est de savoir sur quelles bases ledit dialogue va être engagé si l'on sait que le terroriste Iyad Ag Ghali a déjà posé des préalables presque impossibles pour d'éventuels pourparlers entre lui et le Gouvernement du Mali.

Le dialogue comme principal élément des mécanismes de résolution des conflits au Mali est si bien accepté qu'il n'est presque pas de domaine où il ne s'impose. Encore aujourd'hui, convoquer quelqu'un à la police est susceptible de nuire, pour longtemps, aux relations humaines ou sociales. Le juge lui-même

n'échappe pas aux tentatives de médiation dans des affaires en instruction. On se souvient de la médiation entreprise par les chefs religieux et les chefferies traditionnelles quand une jeune Dame a, sur les réseaux sociaux et à visage découvert, insulté grossièrement la mère de l'ancien Président Ibrahim Boubacar Kéita (IBK). Quoique d'une gravité extrême, cette affaire a été enterrée avec le pardon accordé par IBK. Le dialogue est aussi demandé même en cas de perte en vie humaine.

A priori donc, le dialogue est possible en toute circonstance au Mali. L'exemple le plus frappant est le dialogue qui a permis de réunir autour de la table le Gouvernement malien et les terroristes du Mouvement de Libération de l'Azawad (MNLA) qui ont égorgé plus d'une centaine de militaires maliens désarmés à Aguelhok et posté les images sur les réseaux sociaux. La quasi-totalité des membres de la Coordination des Mouvements de l'Azawad (CMA) sont des terroristes-assassins que l'État malien a ensuite gracieusement entretenus et continue de leurs dérouler le tapis rouge au grand dam des veuves et orphelins des victimes et de certaines qui sont encore vivantes. L'État du Mali semble avoir tiré un trait sur ces violations graves du droit humanitaire et de toutes les règles régissant les conflits armés.



Très tôt, sur instigation de la France, le Gouvernement du Mali envoie à Ouagadougou son émissaire, en la personne de Tiébilé Dramé, négocier la paix avec le MNLA et le Haut conseil pour l'unité de l'Azawad (HCUA). C'était en juin 2015, après les combats entre l'armée malienne et les rebelles de Kidal soutenus dans le domaine du renseignement par la force française de Serval, en mai 2014. A la suite de Tiébilé Dramé, l'imam Mahmoud Dicko sera l'une des rares personnalités maliennes à prôner le dialogue avec les groupes terroristes, avec la bénédiction du Président IBK qui avait auparavant exclu pourtant tout dialogue avec Iyad Ag Ghali, sans doute sous la pression de la France.

Il aura fallu attendre 2017 pour que le principe d'un dialogue entre le Gouvernement et Iyad Ag Ghali associé à Amadou Kouffa soit ouvertement évoqué officiellement. Récemment, les conclusions du Dialogue national inclusif (DNI) de décembre 2019 et celles des Concertations nationales de septembre 2020 ont enjoint aux autorités maliennes d'engager le dialogue avec les groupes terroristes. C'est ce point de vue qui sera soutenu par le Premier ministre Moustapha Ouane devant le ministre français des affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, lors de la visite de celui-ci à Bamako en fin de semaine dernière. La France, on le sait, refuse officiellement tout dialogue avec les groupes terroristes. Certes le dispositif français de Barkhane lutte contre les groupes terroristes qui essaient dans le nord et une partie du centre du pays. Cependant l'option militaire au Mali a montré toutes ses limites car les terroristes ont envahi la presque totalité du Mali alors qu'ils avaient été refoulés à l'extrême nord lors de l'intervention française de 2013. Ainsi, la

Transition malienne qui a fait des conclusions des récentes concertations sa feuille de route ne peut qu'explorer la voie du dialogue pour tenter de faire revenir Iyad Ag Ghali et Amadou Kouffa à la table des négociations.

Il ne fait aucun doute que des Maliens font du dialogue avec les terroristes une nécessité. Mais lorsque le dernier Gouvernement d'IBK a noué le dialogue avec Iyad Ag Ghali, ce dernier a exigé comme préalable, le départ de toutes les troupes étrangères du sol malien. Point n'est besoin d'être un stratège pour réaliser qu'il s'agit là d'un gros piège car ce sont ces troupes-là qui empêchent les hommes d'Iyad Ag Ghali d'envahir l'ensemble du Mali. C'est donc un préalable impossible à satisfaire. Par ailleurs, le projet d'Iyad et d'Amadou Kouffa est l'instauration de la charia au Mali. Ce projet est non seulement une atteinte à l'intégrité du Mali et une menace pour sa stabilité mais aussi pour toute la sous-région ouest africaine. Aucun pays n'acceptera de voir un pays

islamique dans l'espace CEDEAO. Partant la France, qui sera hostile à toute action qui déstabiliserait les zones de ses intérêts. Par ailleurs, Iyad Ag Ghali qui est tributaire d'Al Qaeda ne peut engager des pourparlers avec le Gouvernement du Mali sans l'aval de ses maîtres. Or le projet islamiste au Mali est de soumettre ce pays avant de s'attaquer aux autres pays de la région.

Il apparaît donc que le dialogue avec Iyad Ag Ghali est pratiquement impossible. Qu'est-ce qu'Iyad Ag Ghali a à gagner à vouloir signer la paix avec le Mali, lui qui brasse des milliards de francs FCFA dans des trafics de toutes sortes ? Ag Ghali n'a aucune envie d'entrer dans le Gouvernement du Mali encore moins de créer un parti qui serait constitutionnellement inacceptable. Ce qu'il veut, c'est le Mali, un Mali islamique pour y implanter Al Qaeda. C'est pourquoi il demande le départ de toutes les troupes étrangères du Mali et pour ainsi s'ouvrir la voie royale. Le Gouvernement du Mali ne pourra jamais satisfaire aux préalables du chef terroriste de Kidal, d'où l'idée même de dialogue apparaît comme une utopie. Le Mali n'est pas dans une situation de force pour négocier. Ag Ghali ne s'assiéra jamais à la table de négociation aussi longtemps que ses troupes continueront à infliger des pertes à l'armée malienne et à déstabiliser le pays. La guerre au Mali sera encore longue et il faudra s'y préparer car c'est une guerre d'usure. Et à ce jeu, ce sont les terroristes qui, malheureusement, ont les cartes en main. Pour le moment.

■ Diala Thiény Konaté



Amadou Tieoule Diarra



DIEU MERCI! 1632e ANNIVERSAIRE DU PROPHÈTE MAHOMET LA CRÉATURE DIVINE QUI A ACQUIS 201 NOMS SUBLIMES!

Je suis à domicile à Bougouba après 48 heures de soins au Cabinet Médical Dr Yamadou SIDIBÉ Konatébougu.

Manque de Repos (80%) Maladie (typho+palu 20%)

La Direction de la santé doit nous expliquer sans ambages pourquoi cet expansionnisme typho-palu? À croire perso à un avatar de COVID-19!

Que ceux et celles qui vivent loyalement et uniquement de la Lecture du Saint Coran et de Daliloukayiratou +201 Noms Sublimes du Prophète Muhammed que DIEU augmente leur fortune. Amine yarabi!

Que Dieu accorde longévité et Prospérité au Cabinet Médical Dr Yamadou SIDIBÉ. J'y suis depuis 1993 date de mon retour au Mali. Compétences et fidélité réunies !



RFI Afrique



Annoncé à la fin de l'année dernière, l'Eco, qui devrait remplacer le franc CFA à partir de 2020, devra finalement attendre. Mis à part la réclamation de la disparition du franc CFA de la part de certaines organisations de la société civile et de certains économistes, les usagers actuels de cette monnaie au quotidien s'expriment rarement.



Charles Blé Goudé



« Discuter, né-go-cier, parler ensemble.... », voilà le remède que vous avez conseillé au patient ivoire, pour lui éviter une catastrophe certaine.

Monsieur le président, je viens de suivre votre interview avec la chaîne de télévision TV5. Je relève que, ni les bombardements, ni votre détention en isolement à Korhogo, encore moins les longues années passées derrière les barreaux de la Cour Pénale Internationale, n'ont pu faire vaciller ou varier votre fidélité aux valeurs pour lesquelles vous vous êtes engagés en politique.

Pas même de mots rugueux à l'encontre de l'adversaire, qui pourtant chaque jour tente vainement de vous rabaisser. Voilà la sève politique à laquelle j'ai été allaité.

Je peux fièrement déclarer à la face du monde, que je ne me suis pas trompé de leader. Que votre modestie en souffre, félicitations et bravo monsieur le Président. Pour employer une expression en vogue en Côte d'Ivoire, vous avez parlé fort.

Votre fils Charles Blé GOUDE



Présidence de la République du Mali



Koulouba | 28 octobre 2020 | Actualité

Dans le cadre du Dialogue social avec les forces vives de la Nation, SEM Bah N'DAW, Chef de l'État a accordé, ce mercredi 28 octobre, une audience aux Associations Ginna Dogon, Tabital Pulaaku et Ir Ganda. Au cours de l'audience, les représentants desdites Associations ont saisi l'opportunité pour adresser leurs félicitations au Président de la Transition au nom de leurs regroupements avant de le remercier pour avoir accepté de les recevoir à Koulouba.

Selon M. Abou SOW, Porte-parole des 3 Associations reçues et non

moins Président de Tabital Pulaaku, cette rencontre a pour but d'exprimer leur disponibilité à travailler au quotidien aux côtés de l'État dans le sens de la stabilisation du pays. Ce qui passe, a-t-il dit, par la Paix, la Concorde et la Restauration du vivre ensemble. « C'est pour cette raison que ces 3 Associations ont décidé de venir ensemble. Elles auraient pu venir individuellement. Mais, parce qu'elles sont porteuses du même message avec le même contenu : celui de Paix et d'amour pour tous les Maliens, les uns envers les autres », a-t-il affirmé. Et de poursuivre : « C'est ce que nous sommes venus dire au Président tout en sollicitant l'appui de l'État pour permettre à ces Associations, très sollicitées par les services publics et les populations, de conduire leurs missions sur le terrain ».

Les visiteurs du jour ont profité de cette occasion pour remettre au Chef de l'État un Mémoire élaboré par les 3 Associations contenant les différentes recommandations formulées par rapport aux préoccupations des populations et des terroirs. A son tour, le Chef de l'État a salué leur synergie de s'associer et de mutualiser leurs efforts afin de contribuer à la construction du pays.



Le Monde

Mathieu Gallard, directeur d'études à Ipsos France, revient sur les erreurs faites lors des sondages de 2016, qui donnaient la candidate démocrate gagnante. Il estime que les études d'opinion sont beaucoup plus fiables cette année.



Jeune Afrique



Bien qu'il s'en défende, Mahamadou Bonkougou est proche de Faure Gnassingbé, Patrice Talon, George Weah, Alassane Ouattara ou encore Umaro Sissoco Embaló. « Jeune Afrique » vous dévoile le premier volet de sa grande enquête sur les réseaux de cet homme d'affaires burkinabè, aussi secret que puissant.



Primature du Mali



Le Conseil des collectivités territoriales de l'espace UEMOA à la Primature

Le Premier ministre, Chef du Gouvernement, M. Moctar Ouane, a reçu ce mercredi 28 octobre 2020, une délégation du Conseil des collectivités territoriales de l'espace UEMOA conduite par le Président de sa commission économique et financière, M. El Hadj Malick Diop.

Le Conseil des Collectivités Territoriales est un organe consultatif de l'Union créé par l'Acte Additionnel n°02/CCEG/UEMOA/2011 du 30 mai 2011 de la Conférence des Chefs d'État et de Gouvernement.

Il a notamment pour missions de consolider l'effort d'intégration entrepris par les États membres de l'Union par des actions menées au niveau des collectivités territoriales afin que l'idéal d'intégration soit partagé par les peuples de l'espace UEMOA.

Les échanges ont porté sur le développement socio-économique de l'espace UEMOA à travers les collectivités territoriales.

M. Diop n'a pas oublié de transmettre à son ancien collègue M. Moctar Ouane, ses félicitations pour sa nomination à la tête du Gouvernement ainsi que ses encouragements pour la réussite de sa mission. CCRP



« En ce jour de commémoration de la naissance de notre Bien-aimé Prophète Mohamed (Paix et Salut sur Lui), je tiens à vous transmettre mes meilleurs vœux.

Qu'Allah Subhana wa ta' Ala daigne accepter nos prières, exaucer nos vœux et nous permettre de vivre en paix et en harmonie entre nous-mêmes et avec les autres. Amine. »

M. Moctar Ouane, Premier ministre.



Ibou SY

#La France a peur de perdre L'Afrique face aux autres grandes puissances donc elle lie son destin à celui de l'Afrique. Lisez cet article.



#Le chef de la diplomatie française Jean-Yves Le Drian a appelé mardi à Brazzaville l'Afrique et la France à "faire bloc ensemble" face aux "tentatives de prédation" et à la "rivalité des puissances" et à se donner à nouveau un "destin commun".

"Dans un monde marqué par la brutalité, par les tentatives de prédation, par la rivalité des puissances, il nous faut faire bloc ensemble", a-t-il lancé lors d'un colloque pour le 80e anniversaire du manifeste du général de Gaulle, dit de Brazzaville, qui ancre la France libre en Afrique.

Le continent africain est l'objet de nombreuses convoitises autour de ses ressources naturelles et de luttes d'influence attirant Russie, Chine ou Turquie au détriment de la France, ex-puissance coloniale. "C'est ça aussi l'esprit du manifeste de Brazzaville", a souligné le ministre français des Affaires étrangères devant les chefs d'État du Congo, de la République démocratique du Congo, de la Centrafrique et du Tchad. "La meilleure manière de faire bloc, c'est de nous retrouver une fois encore autour de ce modèle que des Français et des Africains, après le manifeste du général de Gaulle, ont défendu ensemble depuis Brazzaville il y a 80 ans", a-t-il souligné. "Une manière qui hier nous a permis de reprendre la maîtrise de nos destins respectifs et qui aujourd'hui nous permet, si nous le voulons, de décider, en assumant la complexité de cet héritage, de nous donner à nouveau ensemble un destin commun", a-t-il martelé.

Le président tchadien Idriss Déby a salué cette main tendue tout en appelant à "faire plus et mieux" pour lutter contre la menace jihadiste au Sahel ou la pauvreté. "Il est urgent de mettre l'accent sur une conjugaison de forces et de moyens entre nos États et la France en intégrant les variables liées à nos avantages comparatifs (...) L'ave-

nir de l'Afrique c'est aussi l'avenir de la France", a déclaré Idriss Déby dont les forces armées sont engagées au Mali au côté de la force française antijihadiste Barkhane.

Conjugaison des efforts

"Il est difficile pour un pays de mener seul ce combat (contre le terrorisme). Cette lutte de tous les jours nécessite notre engagement, notre solidarité et la conjugaison de nos efforts pour éradiquer ensemble ce fléau de notre siècle", a rappelé Félix Tshisekedi, président de la République démocratique du Congo.

Dénonçant les actes de terrorisme dirigés contre des civils dans l'Est de la RDC, M. Tshisekedi a déploré des violences exercées notamment sur des femmes qui sont "tantôt enterrées vivantes, tantôt décapitées" par des hommes armés.

Jean-Yves Le Drian a regretté que la "mémoire commune" autour du manifeste de Brazzaville ait été si "longtemps occultée" et appelé à construire des "mémoires partagées", au-delà des "malentendus", afin de "garantir une relation qui ait du sens", malgré "les pratiques parfois discutées du système français de colonisation". Le 18 juin 1940, depuis Londres, le général de Gaulle lança un appel à la résistance face à l'occupation nazie, posant l'acte fondateur de la France libre.

L'Afrique Équatoriale française (AEF) et le Cameroun se rallièrent rapidement à lui. Le 24 octobre 1940, il arriva à Brazzaville dont il fit la capitale de la France Libre. Le 27 octobre, il annonça la création, dans le manifeste dit de Brazzaville, d'un Conseil de Défense de l'Empire qui allait incarner cette France libre.

"Sans l'Afrique, l'appel du 18 juin ne serait resté qu'une supplique sans lendemain des peuples qui ne veulent pas mourir", a relevé Hervé Gaymart, président de la Fondation Charles de Gaulle, lors du colloque intitulé "De Gaulle et Brazzaville: une mémoire partagée entre la France, le Congo et l'Afrique".

L'Empire apporta aussi au général combattants, ressources naturelles, impôts et poste émetteur (Radio-Brazzaville). "La France libre n'a pas été londonienne en termes constitutionnels, militaires, territoriaux. Elle a été africaine", a résumé l'historien canadien Éric Jennings au colloque.



#j'ai rendu visite à la chirurgie pédiatrique du Gabriel Touré et nous les félicitations pour le travail abattu avec les moyens de bord. La situation des enfants brûlés au Mali est une question de santé publique. Nous devons nous y intéresser pour une meilleure prise en charge. Merci



Ibrahima Anne



Mimi out, si Amadou Bâ et Makhtar Cissé ne sont pas reconduits, c'est que la 3ème candidature est téléchargée. Le cas contraire, amenez-moi le rakhassou de tous les Hal Pulaars, je le bois jusqu'au dernier centilitre

Touré Abdoul Karim



Dans l'agitation de nos sorciers politiques qui se disent les représentants de la démocratie au Mali, appelé l'ère démocratique, il a fallu moins d'un quart de siècle, pour comprendre que non seulement, ce sont des commerçants, mais surtout des commerçants qui vendent leurs propres populations d'où ils sont issus.

Avec des années de bricolage, de pactes diaboliques pour suicer le sang du peuple, ils se sont retournés vers les entrepreneurs de la religion qui ont toujours quelque chose à dire aux masses désœuvrées pour leur vendre des illusions.

Quand un bandit veut utiliser un autre bandit pour atteindre son objectif, le second deviendra plus fort que le premier, après juste quelques tentatives.

Aujourd'hui, avec le peuple, ils n'ont que deux possibilités : soit préparer les 2000 fcfa pour jouer à la loterie du vote, soit remplir des mallettes d'argent pour les envoyer aux plus influents entrepreneurs de la religion.

Ces illusionnistes religieux, ont finalement compris l'intérêt de se faire beaucoup d'argent en usant des masses, les manipulant pour s'imposer sur la même scène politique.

L'une des plus grandes figures de ces illusionnistes, est allé au-delà, profitant de son niveau passablement admis, pour maintenir un pied à la mosquée et l'autre pied sur la scène politique, tout en choisissant de son gré parmi ses adeptes ceux qui peuvent être placés dans un tel poste ou un autre.

L'autre borgne religieux souffrant de constipation intellectuelle qui est obligé de chercher quelqu'un d'autre pour lui trouver un nom dans son répertoire, préfère jouer avec la carte du maouloud en réclamant des pièces de 500f aux 70 milles aveugles qu'il réunit au

stade, en leur disant que c'est un don à Dieu.
Touré Abdoul Karim



Mahamoud Touré



Gloire à Allah qui nous a envoyé le prophète Mohamed (psl) pour nous guider sur le chemin de la vérité.

Joyeux Maouloud !

Alassane Diop



Entretien accordé à l'éminent journaliste Sénégalais Baye Abdou Cissé à Dakaractu sur le dossier de l'attentat de l'hôtel Radisson jugé par la Cour d'assises de Bamako.



Le M5 rompt le silence : La présidence du CNT doit lui revenir



Ce ne serait que justice après la lutte héroïque qu'ils ont menée pour mettre fin à la dictature. L'intervention des militaires a été déterminante et salutaire, nul n'en doute. Seulement ceci ne doit pas être un prétexte pour accaparer tout le pouvoir. La boulimie peut provoquer des indigestions. Le peuple Malien est fier de son armée. Il la soutient en ces moments particulièrement difficiles. Cela ne veut pas dire qu'il est prêt à se jeter sans retenue dans ses bras. L'armée qui est une intelligence à part, doit travailler en synergie avec les autres composantes de la société. Le M5 a pris des risques énormes en défiant le régime d'IBK. Il doit conséquemment être présent pour s'assurer qu'il n'aura pas lutté pour rien. Après la présidence, la vice-présidence de la transition et les nombreux ministères stratégiques qui leur sont confiés, les militaires doivent renoncer à la présidence de la Transition. Les bruits de bottes sont rassurants quand ils sont mesurés, mais inquiétants lorsqu'il y en a trop. Pour une bonne marche de la Transition, sachons raison garder. L'essentiel, c'est le Mali.

Nando

Source : Le Pélican

Mali : L'armée rejette « des rumeurs d'exactions » dans la région de Mopti

Dans un communiqué publié, mercredi, le chef d'état-major général des Armées « s'insurge » contre des « allégations mensongères qui ne visent qu'à ternir l'image des forces armées maliennes et à créer un sentiment de haine ».

Ce démenti de l'Armée fait suite à « des informations circulant sur les réseaux faisant état d'allégations graves de violations des droits humains à l'encontre des populations civiles ».

Ces informations, poursuit le communiqué, « accusent les FAMA d'attaques et tueries d'une dizaine d'innocents civils dans la localité de Libé [commune de Baye, région de Mopti] au cours de la journée du 22 octobre ». « Tout en reconnaissant que des opérations militaires sont bien et bel en cours dans la zone indiquée, le chef d'état-major général se porte en faux contre toutes exactions sur les populations civiles », indique le communiqué. Et de préciser que « des enquêtes seront conduites pour mettre en lumière tout cas de dérapages avérés ».

M. TOURÉ

Source : L'ESSOR

Le Mali post-IBK : La transition des photos, des caméras et des audiences !



A peine mis en place que les organes de la transition (président, vice-président, gouvernement) rivalisent en communication. Photo par-ci, photos par-là, des audiences par-ci, des audiences par-là. Les premiers discours fermes et salutaires ont laissé place aux objectifs des caméras!

Le président Bah N'Daw multiplie les apparitions! Toujours la même scène: audience après audience! Ce qui change, les accoutrements: tantôt, son fidèle bazin trois pièces, tantôt de jolis costumes taillés sur mesure et portés par des beaux souliers italiens! L'homme autrefois dit austère commence à s'habituer aux projecteurs et aux délices du pouvoir qui enivrent au point d'oublier les réalités! Aucune mesure concrète depuis le discours d'investiture. Bah N'Daw est relégué au rang de président honorifique. A la vice-présidence, aucune mesure en vue à part un cabinet pléthorique et budgétivore où des conseillers spéciaux et assistantes s'entasseront sans aucun officier d'état-major. C'est pourtant un bureau chargé des questions sécuritaires. Le vice-président et non moins chef de la junte, colonel Assimi Goïta, adore les photos dans sa tenue de commando. Au Gouvernement, la situation est pareille. Certains nouveaux ministres sont photo-addicts. Le moindre geste est immortalisé par la caméra: visite privée, prise de contact avec les services rattachés, visite de terrain, audiences, etc. Aucune visite dans le Mali profond, ni pour le PM, encore moins les ministres. Difficile de tâter les réalités à ce rythme.

Photo, la star de la transition

La photo et les caméras sont les principales stars de la transition. Chacun veut montrer qu'il s'active à la tâche alors que les Maliens veulent voir le résultat de ce qu'ils font. Il est certes trop tôt pour juger, mais le départ ne présage rien de concret. La photo et les caméras sont certes des instruments de communication, mais ils doivent contenir des faits qui touchent au quotidien des Maliens. C'est bien de communiquer, mais faudrait que cela soit soutenu par du concret. Le régime précédent excellait dans les discours qui ne sont ni visibles ni palpables. Celui-ci est le régime des photos: elle est visible, mais pas palpable. Si la photo est présente partout, les grands absents sont les résultats. Viendront-ils après? Une sagesse bambara nous enseigne que « la belle nuit s'annonce dès le crépuscule ».

M. Assory

Source: le Démocrate Mali

Amadou Ousmane Touré, président de la cour constitutionnelle : « Il faut déjà s'engager dans la préparation des élections »



Les neuf sages de la Cour constitutionnelle ont rendu, hier à Kouloba, une visite de courtoisie au président de la transition, Bah N'Daw. Et en ont profité pour attirer son attention sur « l'intérêt majeur de l'organisation des élections à préparer dès maintenant », selon le président de l'institution, Amadou Ousmane Touré.

Les membres de la Cour ont été installés dans leurs fonctions, en août dernier. Aussitôt, ils se sont mis à la tâche, en procédant notamment à une évaluation de l'efficacité organisationnelle et fonctionnelle de la haute juridiction. Un exercice qui a permis de comprendre que « pour respecter les délais très sévères de 18 mois, il faut déjà s'engager dans la préparation des élections », a confié le président.

Le président de la Cour constitutionnelle était accompagné de ses proches collaborateurs

Amadou Ousmane Touré et ses collègues entendent préparer la Cour dans toutes ses dimensions à pouvoir répondre à l'attente des populations en ce qui concerne les résultats de ces élections.

On sait que les sages sont très attendus sur ce terrain. Ils sont arrivés à la haute juridiction dans un moment particulier fait de questionnements sur son rôle dans le déclenchement de la crise sociopolitique qui a secoué le pays. L'ancienne Cour étant considérée comme le détonateur de cette crise qui a eu raison du régime défunt, pour avoir proclamé des résultats contestés par plusieurs candidats aux dernières élections législatives. Le président de la Transition a exprimé sa disponibilité à accompagner l'institution dans sa noble mission.

Issa Dembélé
Source : L'Essor- Mali

Mali : Rassemblement contre la publication de caricatures du prophète à Bamako



Des milliers de musulmans se sont retrouvés à la grande mosquée de Bamako pour dénoncer les caricatures du prophète Mahomet, ainsi que les propos d'Emmanuel Macron.

La Grande mosquée de Bamako

C'est à l'heure de la prière de D'Hur (une des prières obligatoires dans l'islam) que les fidèles ont afflué vers la grande mosquée située en plein cœur de Bamako. Parmi eux, Cheick Oumar Bagayoko :

« J'ai lu quelque chose et j'ai entendu quelque chose qui ne m'a pas du tout plu. Je suis venu montrer que le prophète Mohamed est notre existence même », explique ce commerçant qui a marché plusieurs kilomètres pour afficher son soutien à ce mouvement de protestation. « Il est notre guide. C'est quelqu'un que je ne veux pas qu'on touche. Il est plus grand que mon père, plus grand que ma mère et il nous a montré la paix. »

Un assassinat condamné

Madi Dagnoko condamne pour sa part à la fois l'assassinat de l'enseignant français Samuel Paty, décapité pour avoir montré deux caricatures du prophète à ses élèves, et la déclaration d'Emmanuel Macron.

« J'aimerais que le président Macron présente ses excuses à la communauté musulmane dans monde pour les propos qu'il a eu à tenir. On voit aussi qu'en France, il y a un climat d'anti-islamisation qui est en train de monter avec des perquisitions dans plusieurs mosquées. Nous aimerions que cela cesse. Mais nous dénonçons également l'assassinat du professeur car l'islam est contre la violence. Il y a un hadith (paroles attribuées au prophète Mahomet, ndlr) qui dit : Qui tue un homme, a tué toute l'humanité. »

Les propos d'Emmanuel Macron ne passent pas

Zoumana Doucouré est étudiant. Celui-ci suit avec attention les dernières évolutions autour de l'affaire des caricatures du prophète de l'islam et notamment le boycott des produits français après la déclaration d'Emmanuel Macron. « Ce sont les résultats de plusieurs désaccords entre les peuples musulmans et les propos tenus par le président français Emmanuel Macron que nous dénonçons. Nous sommes catégoriques contre ces affiches, ces dessins. Je suis venu afficher mon désaccord face à cette situation. » Une manifestation qui intervient à la veille de la célébration de l'anniversaire du prophète Mahomet.

DW

Abonnez vous à votre journal numérique

Malikilé

pour recevoir les dernières informations

Mali : À Farabougou, la situation reste difficile mais les négociations progressent



Cela fait une semaine que les Forces spéciales maliennes sont entrées dans le village de Farabougou, au centre du pays, dans la région de Ségou. Mais ceux qui se présentent comme des jihadistes, qui encerclaient Farabougou depuis plus de deux semaines, sont toujours présents dans la zone. Sur le terrain, la situation reste calme, mais les problèmes ne sont pas pour autant réglés. La médiation initiée par des notables locaux, comme les chefs traditionnels, les élus locaux et les représentants communautaires et religieux, se poursuit.

Les soldats de l'armée malienne protègent Farabougou et aucune attaque jihadistes n'est à déplorer dans les localités voisines depuis vendredi dernier, le 23 octobre.

De part et d'autre, on laisse une chance à la médiation en cours. « Les militaires laissent les discussions se dérouler et c'est une bonne chose », explique un membre de l'équipe de médiation, qui avait d'abord, comme d'autres notables de la zone, redouté que l'arrivée de l'armée ne provoque un nouveau cycle de violence. Quant aux représentants territoriaux de l'État, du gouverneur aux sous-préfets, « ils encouragent les pourparlers sans y participer ».

Car en dépit de la présence des soldats dans le village, les habitants ne sont toujours pas libres d'emprunter les routes reliant Farabougou aux autres localités. Les jihadistes sont toujours présents. En début de semaine, des propositions ont pu leur être transmises, actant de précédents échanges. Les jihadistes accepteraient notamment de libérer la zone et de restituer le bétail volé, à condition que les chasseurs traditionnels dozos de Farabougou acceptent de déposer les armes.

Un engagement que ces chasseurs traditionnels auraient pris, mais sans qu'ils aient été parties prenantes des rencontres avec les jihadistes. Les médiateurs tentent donc à présent « de les convaincre de participer ». « Nous tenons le bon bout, veut croire l'un d'entre eux, malgré la lenteur ».

Source : RFI

« Exactions » au centre du Mali : Tabital Pulaaku accuse l'armée, les FAMA réfutent



Les forces armées maliennes sont accusées d'« exactions » sur des civils à Libé dans le cercle de Bankass, région de Mopti. Selon l'association Tabital Pulaaku, « plus de 24 civils peuls dont des femmes et des enfants ont été sommairement exécutés par les militaires maliens le 22 octobre 2020. Tapital Pulaaku accuse aussi Dana Ambassagou de pillage et vol de bétail. Toutefois, l'armée malienne et la milice Dana Ambassagou réfutent ces allégations et estiment qu'elles sont « infondées ».

Selon le communiqué de Tapital Pulaaku publié ce mercredi 28 octobre 2020, « 24 civils peuls dont 2 mineurs et 3 femmes ont été exécutés par les forces armées maliennes » dans la région de Mopti. Le document indique aussi que « des habitations et des greniers ont été incendiés et du bétail emporté par les chasseurs de Dana Ambassagou ». Tapital Pulaaku demande aux autorités de la transition d'inviter les militaires sur le terrain « au respect du caractère sacré et républicain de leur mission ». La direction de l'information et des relations publiques de l'armée (DIRPA) déclare que ces allégations sont fausses. Dans un tweet, elle indique qu'il s'agit d'une « propagande » afin de « saper le moral des FAMA pour les distraire dans la traque des terroristes ». Le Directeur de la DIRPA, Diarran Koné, rappelle que la mission de l'armée consiste à sécuriser et protéger les populations et leurs biens. Du côté de la milice Dana Amassagou, certains de ses responsables se disent aussi « scandalisés » par ces accusations qu'ils jugent « sans fondement » et « pleine de contradiction ». Au même moment, dans la région de Ségou, certaines communes du cercle de Niono auraient accepté de collaborer avec des groupes terroristes, témoignent des habitants de la zone. Le gouverneur de Ségou dit cependant ne pas être au courant de ces informations. Cette situation inquiète des spécialistes de questions sécuritaires. Ceux-ci estiment que « le non-respect des droits fondamentaux et le manque de confiance entre les communautés et les forces de l'ordre sont les principales causes des arrestations arbitraires et des exactions extrajudiciaires ». Ces experts préviennent que cette situation pourrait pousser certaines victimes à se rallier aux groupes djihadistes. Dr Aly Tounkara est sociologue – écrivain, Directeur du centre des études sécuritaires et stratégiques au Sahel

STUDIO TAMANI

L'AEEM sous les phares de l'actualité : Pour un Mali nouveau, une école nouvelle

L'association des élèves et étudiants du Mali est un caillou dans la chaussure des autorités de la Transition. L'école malienne est véritablement dans la tourmente. Les derniers événements qui l'ont projetée sous les phares de l'actualité ont mis à nu un mode de fonctionnement.

Les politiques qui ont pris la relève du régime du Général défunt, feu Moussa Traoré, se souciaient plutôt de leur survie tant l'AEEM paraissait puissante. Ils se sont mis à courtiser l'association estudiantine en lui accordant les faveurs qu'une majorité de Maliens dénonce.

L'AEEM a été ainsi politisée et l'école avec. Le mal est là plus profond que jamais. Il est utile de rappeler qu'un mal se soigne facilement lorsqu'il est diagnostiqué à temps. En le négligeant, il se développe et peut se muer en cancer. Nous n'en sommes pas encore à ce niveau mais il faut reconnaître qu'il est temps d'agir. L'association scolaire est devenue plus puissante que l'administration dans ce pays. Ses membres bénéficient d'avantages qui ne se justifient nullement.

En un mot, ils gèrent presque l'espace scolaire, disposant ainsi de sommes faramineuses. Un tel phénomène ne fait qu'exacerber les convoitises les plus passionnées pour l'obtention des postes de responsabilité. L'association est donc sortie de son rôle par la faute de po-



litiques qui ont laissé faire, chacun cherchant à sauver sa tête. Le mal aujourd'hui a atteint un seuil inquiétant. Les nouvelles autorités ont vraiment du pain sur la planche pour ramener l'association à sa véritable vocation à savoir : défendre les intérêts d'ordre pédagogique et de survie.

Pour ce faire, il faudra une bonne dose de responsabilité et de courage et renoncer à tout calcul politique. La politique doit sortir de l'école. L'association estudiantine à sa vocation initiale. Leur devise doit être : les études d'abord. Il n'y aura jamais de Mali nouveau sans une école nouvelle.

Nando

Source : Le Pélican

 **SAER
EMPLOI**
SOCIÉTÉ AFRICAINE D'ÉTUDES ET DE RÉALISATIONS

**GESTION
DES RESSOURCES
HUMAINES**

Leader des services de Gestion
des Ressources Humaines
et Paie en Afrique de l'Ouest



Office central de Lutte contre l'Enrichissement illicite (OCLEI)

Informations sur le numéro vert 80 00 22 22 de l'OCLEI

L'OCLEI a mis en place le **Numéro vert 80 00 22 22** le 9 décembre 2019. L'appel est gratuit.

Le Numéro vert permet aux citoyens de dénoncer des faits d'enrichissement illicite dont ils ont connaissance. Il est géré par l'Unité des Plaintes et des Dénonciations. Du 9 décembre 2019 au 30 septembre 2020, il a reçu 520 appels. Sur ce total, il n'y a eu que 6 dénonciations concernant l'enrichissement illicite, soit 1%. Le présent message est diffusé pour permettre aux citoyens de mieux identifier les cas d'enrichissement illicite, les personnes et les biens pouvant être dénoncés sur le Numéro vert 80 00 22 22 de l'OCLEI.

- **Qu'est-ce que l'enrichissement illicite ?**

L'enrichissement illicite est le fait pour un agent public d'avoir des biens ou un train de vie qui dépassent ses revenus légitimes.

- **Qui est agent public ?**

Par « agent public », il faut entendre fonctionnaire civil ou militaire, élu, contractuel de l'Etat ou des communes, conseils de cercle, conseils régionaux.

- **Quelles sont les personnes qui peuvent être dénoncées à l'OCLEI ?**

Tout agent ou employé de l'Etat, des communes, conseils de cercle, conseils régionaux, des entreprises d'Etat et des établissements publics, des associations reconnues d'utilité publique, des projets et programmes de l'Etat.

Toute personne agissant au nom ou pour le compte de la puissance publique et/ou avec les moyens ou les ressources de celle-ci.

- **Quels sont les biens susceptibles d'être dénoncés ?**

Les maisons, les immeubles commerciaux, les champs, les fermes, les parcelles non bâties, les comptes bancaires, les valeurs en bourse, les actions dans les sociétés, les assurances-vie, les bijoux de valeur, les véhicules à moteur, les fonds de commerce, le cheptel.

Pour plus d'informations, appelez le Numéro vert 80 00 22 22 ou écrivez à info@oclei.ml

Merci pour votre soutien à la lutte contre l'enrichissement illicite.

Bamako, le 13 octobre 2020.

Filières scientifiques : L'éternelle bête noire à l'école

Les séries scientifiques sont la bête noire à l'école au Mali. Elles n'attirent pas assez de monde. C'est ce triste constat qui ressort des statistiques.



Après le second cycle, les élèves rejoignent le lycée. Ils sont invités à opérer des choix de filières qu'ils intégreront jusqu'à la fin de leur cursus à l'université. C'est bien à ce niveau que bon nombre d'élèves procèdent à de mauvais choix de carrière, sans le savoir.

Entre les séries sciences humaines (philosophie, sociologie, lettres) et sciences exactes/expérimentales (mathématiques, biologie, etc.), les choix sont vite faits pour de nombreux élèves. Les premières attirent le plus grand nombre d'entre eux. C'est ce qu'indiquent des renseignements statistiques obtenus auprès du ministère de l'Éducation nationale. Les statistiques indiquent que les séries sciences exactes et expérimentales sont considérablement moins fréquentées que les lettres et sciences sociales et économiques.

PROBLÈME D'ORIENTATION

Les statistiques de 2014-2015 indiquent que sur un total de 130 374 élèves répartis entre les différentes classes de 11^e et terminale, le total des élèves fréquentant les séries sciences humaines, économiques et lettres était de 105192, soit 81% de l'effectif sus-indiqué (40% de filles) contre 25182 (19%) dont 37% de filles, qui fréquentaient les séries sciences exactes et expérimentales.

Le choix pour les séries lettres ou sciences sociales s'explique par plusieurs raisons. Tout d'abord, il existe un problème d'information

pour l'élève au niveau du cycle fondamental, estime Sékou Bagayoko, jeune étudiant bama-kois. « Il n'y a pas de structure pour aider l'apprenant à mieux s'orienter. Il est laissé à lui-même, ne connaissant pas les débouchés de ses choix au lycée », affirme-t-il.

L'élève se fait guider par ses amis du même niveau d'études. Les parents qui, soit ne sont pas instruits, soit ne s'intéressent pas au cursus de leurs enfants, sont aux abonnés absents quand arrive le moment d'informer ou d'orienter les enfants. « Au lycée, j'ai d'abord choisi de faire des études de lettres avant de me faire volontairement redoubler pour reprendre l'année suivante en sciences. Mes parents n'ont pas été à l'école. J'ai fini par me faire orienter par mon professeur de mathématiques qui connaissait mes capacités dans les matières scientifiques », témoigne Alasane Cissé, aujourd'hui professeur de mathématiques au lycée.

MAUVAISE PRATIQUE PÉDAGOGIQUE

Beaucoup d'élèves ont du mal à comprendre les chiffres depuis le cycle fondamental. Ce qui explique leur choix pour des filières exigeant moins de calculs. « Cela est dû des fois à la pratique pédagogique de certains enseignants. Ils n'arrivent pas à mieux transmettre leurs connaissances aux élèves qui n'ont pas l'âge de comprendre certaines notions qu'ils veulent crûment enseigner », explique Moctar

Fomba, enseignant formé à l'École normale supérieure de Bamako (ENSUP). Daouda Maiga, professeur de Mathématiques-Physique et Chimie au second cycle, relève que les matières scientifiques ne sont pas concrétisées dans nos écoles. Les leçons sont dispensées théoriquement. Un élève qui ne voit pas la réalité de la science sera difficilement attiré par des notions théoriques. « Si on avait des laboratoires dans nos écoles pour démontrer les phénomènes scientifiques en direct aux élèves, la réalité serait toute autre », suggère l'enseignant.

Cependant, ajoute-t-il, les élèves maliens sont également de plus en plus paresseux. Beaucoup d'élèves préfèrent assimiler en entier des leçons plutôt que de consacrer leur temps à s'appliquer dans des exercices au quotidien. « C'est bien pourtant à ce seul prix qu'on peut devenir un bon scientifique », conseille-t-il.

NÉCESSITÉ DE CULTIVER L'AMOUR DES SCIENCES

Il est pourtant nécessaire pour notre système éducatif d'accorder plus d'importance aux filières scientifiques. L'application des sciences pures au quotidien est un atout de développement pour un pays comme le nôtre. Ce sont bien les découvertes scientifiques qui ont permis d'améliorer considérablement notre quotidien.

La médecine moderne, le transport, l'énergie, l'électronique doivent leur essor aux découvertes scientifiques. Notre pays tient entre ses mains un moyen de développement et d'indépendance économique reconnu. En misant sur les sciences, nous pourrions nous affirmer sur l'espace mondial et quitter le statut de consommateur de produits extérieurs pour celui de producteur qui comptera sur l'échiquier des échanges commerciaux mondiaux. Nous disposons d'énormes ressources naturelles dans notre pays. Il s'agira pour nous de former des ressources humaines de qualité qui exploiteront ces ressources et en tireront profit pour le développement de notre pays. Durant de longues années, notre système éducatif a produit de nombreux spécialistes en lettres et sciences humaines qui, pour beaucoup jusqu'ici, ne trouvent pas d'emploi.

Source : Benbere

L'Accord pour la Paix et la Réconciliation issu du Processus d'Alger : **L'impossible mise en œuvre**

Annoncée, à grands renforts de publicité, la visite de Jean-Yves Le Drian, à Bamako, a débuté dimanche dernier. Officiellement, il s'agit pour la France de rassurer les autorités de la transition du soutien de la France. Mais pas seulement.



Au cours de son séjour dans la capitale malienne, le chef de la diplomatie française sera, tour à tour, reçu en audience par le président, le vice-président et le Premier ministre de la Transition. Il signera, avec les autorités maliennes, plusieurs projets de coopération. D'un montant global de 92 milliards CFA, ces projets portent, entre autres, sur l'amélioration du réseau électrique national, l'amélioration de l'accès à l'eau potable en faveur de six localités, l'autonomisation des femmes, la lutte contre la pauvreté....

La mise en œuvre intégrale de l'Accord pour la paix

Mais, officieusement, le chef de la diplomatie française est venu prendre langue avec les au-

torités de la transition pour relancer l'application « intégrale » de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale.

Signé, en 2015, par l'Etat du Mali et les Groupes armés, sa mise en œuvre pose problème : elle consacre la partition de fait du Mali. Comme ce fut le cas, récemment, au Soudan.

Elaboré par des officiels français qui assistaient le MNLA (Mouvement National de Libération de l'Azawad) dans les couloirs des négociations, cet Accord octroie plus de 2/3 du territoire national au Groupe séparatiste touareg. Notamment, les trois régions du Nord, peuplées à majorité de sonrhaï, peulh, bambara, bozo, somono, arabe, bellah...

Les touareg, toutes communautés confondues, représentent 11,6 % des populations du Nord. A l'échelle nationale, ils représentent moins

de 0,98 % des 20 millions de Maliens.

Malgré tout, la France continue de soutenir les séparatistes touareg, afin de pouvoir faire main basse sur les ressources naturelles, dont regorge le septentrion malien : pétrole, uranium, or, bauxite, manganèse, phosphate, gaz naturel, fer, eau naturelle...

Plus grave encore, plus de 80 % des Maliens ignorent, jusqu'à ce jour, le contenu de cet « Accord », signé par le président de la République d'alors, sous la pression de l'Elysée. Pire, l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale n'a pas été soumis à l'appréciation de l'Assemblée nationale. Avant d'être signé par l'Etat.

C'est pourquoi, la lecture de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale a été la principale recommandation du Dialogue National Inclusif auquel les Groupes armés signataires

de l'Accord ont participé.

Dans un entretien accordé, lundi matin à l'ORTM, l'ambassadeur de France à Bamako rappelle que « seule la mise en œuvre intégrale de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale permettra au Mali de retrouver le chemin de la paix et de la stabilité ».

En clair, le Mali ne sera en paix que le jour où il acceptera de se séparer de son riche septentrion au profit de la France. Ou de ses complices : le MNLA, rebaptisé, à dessein, CMA (Coordination des Mouvements de l'Azawad). Accusée, par les Maliens, de soutenir les séparatistes touareg depuis 2010, la France est mal perçue au Mali ; mais aussi, dans les pays voisins, qui l'accusent de vouloir créer un « Etat », dénommé « Azawad » au Nord du Mali. Un précédent fâcheux que ni l'Algérie, ni la Mauritanie, ni le Niger, encore moins le Burkina Faso, qui abritent des populations touareg ne sont prêts à accepter.

Au Mali, particulièrement, le « sentiment anti-français » est perceptible à tous les coins de rue. Le drapeau français avait été, maintes fois, brûlé par des manifestants en colère. Et la devanture de l'ambassade de France, occupée des jours durant, par des associations de jeunes, qui protestent contre l'occupation de Kidal par les troupes françaises.

Restituer Kidal à l'Etat malien

« Je souhaite redire, très clairement, que Kidal c'est le Mali. Et c'est l'Etat malien », déclarait le président français pour tenter de désamorcer le « sentiment anti-français » au Mali. Aussi forte qu'elle puisse être, cette déclaration n'a pas convaincu grand monde, ni à Kidal où, les populations sont prises en otage, depuis sept ans, par la CMA. Avec la complicité de la France. Et de son « armée d'occupation ».

Pour convaincre le peuple malien de sa bonne foi, la France doit joindre l'acte à la parole : cesser, d'une part d'instrumentaliser une poignée de séparatistes touareg regroupés au sein de la CMA pour faire main basse sur les ressources naturelles du Nord du Mali. Et, d'autre part, aider l'Etat malien à reprendre pied à Kidal, région qu'elle a fourguée à la CMA à dessein. Que la France et ses « complices » se le tiennent pour dit : l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale ne sera appliquée qu'après sa relecture, conformément aux recommandations du Dialogue National Inclusif.

La nécessaire relecture de l'Accord d'Alger

L'inapplicabilité de l'Accord sur le terrain est la preuve irréfutable de sa nécessaire relecture. Les communautés majoritaires du Nord n'accepteront jamais de se plier au diktat de la minorité touareg, fût-elle soutenue par la France. La majorité démographique ne se laissera jamais réduite à une minorité démocratique.

C'est pourquoi, d'ailleurs, la principale recommandation du Dialogue National Inclusif, auquel les Groupes signataires avaient participé, aura été la relecture des points controversés de l'Accord d'Alger.

Si rien n'a filtré de l'audience accordée à Jean-Yves Le Drian, par le président et le vice-président de la Transition, le Premier ministre, lui, a transmis deux messages forts du peuple malien au chef de la diplomatie française.

Le premier est la décision du peuple souverain du Mali de dialoguer avec les djihadistes, qui le souhaitent ; tandis que le second est lié à la relecture des points controversés de l'Accord pour la paix et la réconciliation nationale.

Oumar Babi
Canard Déchainé



WANEP, PNUD et CEDEAO : Accélérer l'agenda femme, paix et de sécurité dans le Sahel



C'était sous la présidence de SE Madame Finda Koroma, Vice-Présidente de la CEDEAO, que la cérémonie de lancement du projet « Bâtir une Approche Inclusive de relance post COVID-19, de Sortie de Crise et de Réformes de la Gouvernance au Sahel », a eu lieu à l'hôtel Sheraton de Bamako. Au cours de son mot de bienvenue, le Directeur Exécutif de WANEP a tenu à expliquer que cet événement est une opportunité pour les citoyens de l'Afrique de l'Ouest de réfléchir aux réformes de la gouvernance et la lutte contre l'insécurité dans le Sahel et dans le monde. La participation de la femme, pour le Directeur Exécutif, est indispensable dans les réformes gouvernementales. Le processus de paix qui exclut en ce moment les femmes constitue un handicap pour le succès dudit processus. WANEP est en droit et en devoir de réfléchir

sur cette question mais aussi et surtout pour la relance postcovid19. Le WANEP joue un grand rôle dans la survenue du rôle paritaire des femmes dans le développement et la gouvernance dans nos pays.

Le gouvernement malien a-t-il poursuivi, a beaucoup de tâches dans ce pays et il arrive à accomplir des grandes choses malgré la crise politico sécuritaire qu'il subit.

Quant à la vice-présidente de la commission de la CEDEAO, elle a profité de l'opportunité qui lui était offerte pour rappeler que les problèmes de développement liés à la pauvreté, aux violations des droits des femmes et à l'insécurité alimentaire sont entre autres des préoccupations majeures de son institution. La COVID-19 a eu un impact sérieux et préoccupant sur les femmes et sur l'humanité tout entière -t-elle poursuivi. Pour la seule année

2020, environ 24 millions de personnes sont touchées de manière désastreuse dans le Sahel.

Ce projet va contribuer, espère la vice-présidente de la CEDEAO à la collaboration gouvernementale sous régionale et accélérer la promotion du genre et à la participation de la femme à la gouvernance. « C'est le lieu pour moi d'assurer tout l'appui de mon institution. » Elle estime qu'il faut aussi réfléchir dans le cadre du budget national à un fonds d'appui à la femme. L'équipe technique de la CEDEAO va travailler avec le WANEP pour trouver un meilleur angle de lutte contre les vulnérabilités des femmes et des communautés, a-t-elle dit. Aussi, ajoute Madame Finda Koroma, il faut travailler tous ensemble pour soutenir le WANEP et son partenaire PNUD.

Par visioconférence la représentante spéciale du

secrétaire général de UNOWAS Mme Gionvanie Biha a insisté sur la situation sécuritaire et sanitaire de la région. Sans langue de bois, Mme Biha soutiendra que la démocratie aura certainement le résultat escompté grâce aux actions des partenaires pour la paix et la sécurité. Elle a aussi déploré l'impact de la Covid-19.

C'est à sa suite que Mme Ahunna Eziakonwa, directrice régionale du PNUD, a reconnu et félicité l'engagement continu de la CEDEAO pour la collaboration et a remercié WANEP pour son action pour la reconnaissance du rôle de la femme dans le développement du Sahel. Pour le PNUD, le rôle de la femme dans les résolutions des conflits doit être reconnu. La femme doit être impliquée dans le développement de nos pays. Les femmes sont surtout affectées par cette crise sanitaire de COVID-19. La femme et la jeune fille en situation de la migration sont entre autres défis pour l'humanité. La politique du PNUD et WANEP est l'éradication de la marginalisation de la femme en cette période de Covid-19.

« Mais tout cela n'est pas possible sans la résilience », a martelé la Directrice Régionale du PNUD. C'est pourquoi, il y a beaucoup d'actions pour que la pandémie puisse être éradiquée. Des actions dans la sous-région (Mali, RCI, Niger et Burkina Faso) sont très suivies pour que les violences contre les femmes puissent être éradiquées.

Pour le Ministre des affaires étrangères du Ghana, « Ma présence ici est pour exprimer au nom du Président du Ghana tout le soutien et la solidarité de notre pays à ces travaux. »



Les Ambassades du Mali, du Burkina ont aussi exprimé leur solidarité aux travaux du WANEP et son partenaire PNUD.

La région du Sahel est au centre de l'agenda de l'Union africaine, a indiqué Mme Bineta Diop, envoyée spéciale de l'UA pour les femmes, paix et la sécurité. « Il y a deux ans

nous avons conduit une mission conjointe dans la région pour voir les femmes qui ont été frappées par cette pandémie de COVID-19. Il est important que ce projet WANEP puisse mettre les femmes dans leur droit d'égalité du genre. A ce jour l'Afrique n'a que 4 femmes ministres des finances et une seule femme présidente. Il est impératif que l'on ne se cantonne pas seulement à adopter des règles, « il faut qu'on voie les femmes dans la transition du Mali, et à des postes dans les pays de la communauté. » Selon madame Bineta Diop, le climat est une autre crise qu'il faut endiguer dans le Sahel.

SE Pierre Buyoya, avant de déclarer le lancement officiel du projet, a exprimé sa certitude que le PNUD, WANEP et l'union africaine vont se surpasser pour dépasser les attentes de ce projet. C'est sur ce mot qu'il a lancé le projet de WANEP pour le bénéfice des communautés.

Lire en encadré la déclaration lue à la fin des travaux

■ Moctar SOW





Pour diffusion immédiate

Le PNUD, WANEP et la CEDEAO et leurs partenaires lancent un projet sensible au genre en vue d'une Gouvernance inclusive et d'une transition pacifique

Les trois partenaires joignent leurs efforts pour accélérer l'agenda femme, paix et de sécurité dans le Sahel.

En ce jour du 28 Octobre 2020, se sont réunis à l'hôtel Sheraton de Bamako, une cinquantaine de participants en provenance de plusieurs pays de la CEDEAO pour le lancement officiel de haut niveau du projet financé par le PNUD et intitulé : **“Bâtir une Approche Inclusive de Relance post Covid-19, de Sortie de Crise et de Réformes de la Gouvernance au Sahel.**

L'événement fut présidé par l'honorable Iva Denoo, chargée d'affaires de l'ambassade du Ghana au Mali et en présence de personnalités telles que Son Excellence Finda Koroma, Vice-Présidente de la CEDEAO. Son Excellence Giovanie Biha, Représentante spéciale adjointe, UNOWAS, Son Excellence Bineta Diop, Envoyée spéciale de l'UA pour les femmes, la paix et la sécurité ; et Mme Ahunna Eziakonwa, Directrice régionale du PNUD pour l'Afrique, ont participé virtuellement à l'événement.

Étaient également présents à cette rencontre, les ambassadeurs auprès de la CEDEAO du Mali, du Burkina Faso et du Niger ; d'éminents partenaires de SIDA, ADA, DANIDA, UE et USAID ; membres du corps diplomatique ; et des représentants de la MINUSMA, du G5-Sahel, d'ONU-FEMMES, de WANEP, du Réseau des femmes leaders africaines, et des membres de la communauté des OSC parmi d'autres dignitaires.

Financé à hauteur de 1,5 millions de dollars par le bureau régional pour l'Afrique du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), ce projet est une initiative conjointe du Réseau Ouest Africain pour l'Édification de la Paix (WANEP), de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et du PNUD. Il vise à renforcer les systèmes et les structures qui autonomisent les femmes aux niveaux local et national en tant que parties prenantes essentielles de la gouvernance et des transitions politiques au Mali, en Côte d'Ivoire, au Niger et au Burkina Faso.

En prélude au lancement du projet, le Comité Régional de Travail à tenu sous les auspices de la Vice-Présidente de la CEDEAO, son Excellence Madame Finda Koroma, sa première réunion le 27 Octobre 2020. La séance de travail a connu la participation des représentants de l'équipe projet du bureau régional de WANEP et ses bureaux nationaux, les représentants de la CEDEAO et du PNUD impliqués dans la mise en œuvre du projet. Cette session de travail a permis de définir les modalités de mise en œuvre du projet ainsi que de valider les outils de suivi-évaluation du projet afin d'en garantir le succès.

Le projet « **Bâtir une Approche Inclusive de Relance post Covid-19, de Sortie de Crise et de Réformes de la Gouvernance au Sahel** » repose sur une théorie de changement qui soutient que *Si la "gouvernance inclusive est renforcée et que les considérations socio-économiques sont prioritaires pour les groupes vulnérables au niveau national alors la résilience communautaire sera plus durable, la paix et le développement seront consolidés, et la cohésion sociale sera maintenue au Sahel et par extension, dans l'ensemble de la région de la CEDEAO".* WANEP et ses partenaires dans le cadre du projet, reconnaissent que les femmes devraient être activement engagées dans les processus de prise de décision, participer aux transitions politiques et participer activement dans les processus de réconciliation nationale.

Le projet se justifie en outre par l'insécurité, les crises socio-économiques et humanitaires qui prévalent dans les pays du Sahel, renforcées par l'impact de la pandémie de COVID-19 et la récente crise malienne, qui constitue une menace supplémentaire pour le système politique et la sécurité des pays voisins comme le Niger, le Burkina Faso et la Côte d'Ivoire, déjà fragilisés par les agitations internes. Les questions de sécurité et de crises politiques révèlent les défis complexes et multidimensionnels qui menacent la paix, la stabilité et le développement dans toute la région, avec des implications sur le bien-être de la société à tous les niveaux, en particulier sur les femmes qui souffrent depuis longtemps d'inégalités sociales inter-sectionnelles.

De toute évidence, le projet « **Bâtir une Approche Inclusive de Relance post Covid-19, de Sortie de Crise et de Réformes de la Gouvernance au Sahel** » vise donc à :

- Mobiliser et créer des plateformes pour des actions collectives des femmes et pour leur contribution à la gouvernance et aux transitions politiques ;
- Accroître la participation des femmes aux processus électoraux et contribuer à la réduction de la violence électorale ;
- Faciliter l'engagement des femmes dans les dialogues visant l'influence des politiques ;
- Accompagner les femmes pour la mise en œuvre de réponses stratégiques à impacts positifs ;
- Promouvoir le plaidoyer axé sur les recherches factuelles.

Bamako, le 28 octobre 2020.

Barkhane au Mali : En quête de sympathie après de fortes critiques ?

Les critiques contre les forces étrangères au Mali, notamment Barkhane et la MINUSMA, ne faiblissent pas, même si la MINUSMA, fortement engagée aux côtés des populations locales à travers, en plus de sa mission de sécurisation, des actions de développement au service des communautés, s'en tire plus souvent à meilleur compte que Barkhane ! Ainsi apprend-on que cette dernière, en partenariat avec les FAMA, est intervenue récemment sur le terrain de l'humanitaire à Tombouctou à travers la remise de matériels didactiques, un château d'eau, huit panneaux solaires... aux populations. Ceci explique-t-il cela ?

En tout cas, l'épisode de Farabougou, qui aura vu la MINUSMA apporter un soutien logistique de taille aux FAMA pour le transport de deux sections sur la localité, est venu ressasser les sentiments anti-français de nombre de nos compatriotes, Barkhane s'étant montrée insensible au siège de ce village de 3000 âmes qui aura duré deux semaines. Suscitant ainsi l'ire de nombre de nos compatriotes contre cette force française qui, selon eux, vivent en parfaite harmonie avec les groupes terroristes dans le grand nord du Mali.

Cherche-t-elle aujourd'hui à se dédouaner ?

Elle vient tout de même d'offrir, en partenariat avec les FAMA, un important lot de matériels didactiques à l'école du village de Tiirken, situé à 30 km de la ville de Tombouctou. Une action qui s'inscrit dans le cadre de l'assistance aux écoles pour la rentrée scolaire 2020-2021. Selon l'armée malienne, 186 élèves ont reçu chacun un kit composé d'un sac, des cahiers, des stylos, des règles et des ardoises. Le Lieutenant Silas Dakouo, chef du bureau ACM, représentant le Com-secteur, a surtout exhorté les responsables scolaires à veiller sur l'éducation des enfants et sur le bon usage des matériels didactiques remis. Ce n'est pas tout, car un château d'eau, huit panneaux solaires, cinq bassins d'eau, un moulin et une décortiqueuse ont été mis à la disposition des anciens combattants, veuves et victimes de guerre.

Cette action a été l'objet d'une inauguration au site maraicher des anciens combattants, à 9 km de la ville de Tombouctou. Les équipements remis visent à améliorer les conditions de vie des bénéficiaires et leurs familles à travers les activités de jardinage. Cela, dans l'optique de favoriser la relance économique au niveau de la cité des 333 saints. L'association des anciens combattants, les veuves et les

victimes de guerre ont hautement apprécié ce geste. Ils ont remercié les FAMA et leur partenaire pour cette « assistance inédite » et ont sollicité les bonnes volontés pour la poursuite des activités maraichères.

Des actions du genre suffiront-elles pour Barkhane de gagner la sympathie des maliens ? Ce qui est sûr, il faudra plus que tout cela à Barkhane, à savoir un engagement ferme dans l'action dans la lutte contre le terrorisme et soutien actif, massif et visible aux FAMA pour espérer inverser la tendance. Dans le cas contraire, les reproches à son égard pour son inaction et surtout son manque de volonté dans la lutte contre l'insécurité au Mali continueront de plus belle, nombreux étant les maliens trouvent qu'elle « ne sert à rien » et qu'elle doit, par conséquent, quitter le Mali ». Une opinion partagée également par des hommes politiques maliens qui estiment que Barkhane n'a d'autre objectif que la « partition du Mali », dont l'indépendance et la dignité ont été bafouées par l'arrivée des troupes étrangères au Mali. Le plus grand défenseur des intérêts français au Mali, en l'occurrence le président déchu IBK, n'étant plus là, il va de soi que les français ont plutôt intérêt à faire en sorte de ne susciter la colère des maliens. En effet, la chute d'IBK et de son régime est un signal fort pour les français, car aucun malien digne de ce nom ne se permettrait aujourd'hui de dire que « **Tout ceux-là qui demandent le départ des troupes françaises sont les ennemis du Mali et des FAMA...** ». Non, ce temps est révolu !

■ Yama DIALLO



Réformes des élections au Mali : Les recommandations de la COCEM

La Coalition pour l'Observation Citoyenne des Elections au Mali (COCEM) a présenté son rapport final d'observation des élections législatives 2020. Occasion pour cette organisation de faire des recommandations pertinentes pour les réformes en cours sur les élections au Mali. C'était le mercredi dernier en présence des représentants du Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation, de la Délégation Générale aux Elections, de la Commission Electorale Nationale Indépendante, des partenaires de notre pays, du corps diplomatique et consulaire au Mali, de l'USAID, de la Coopération Suisse, du Directeur Résident Senior du National Democratic Institute (NDI) et des Organisations de la Société Civile.

Le président de la Coalition, Drissa Traoré, tout en saluant les uns et les autres pour leur présence, a tenu à remercier spécifiquement l'USAID, la Coopération Suisse, le NDI, la FAMOC et l'Ambassade du Royaume de Danemark, dont les soutiens ont permis à son organisation d'observer les élections législatives 2020. Le rapport qui en est issu a été réalisé et sera publié grâce au soutien de l'USAID, la Coopération Suisse et le NDI qui continuent d'ailleurs de soutenir la COCEM à travers le programme EMERGE.

Le rapport en question, qui intervient après l'observation de tout le processus électoral, se veut ainsi, en plus d'être une contribution à l'analyse du processus des élections législatives 2020, un support visant à contribuer aux réformes électorales et institutionnelles qui doivent être entreprises sous la Transition. Les recommandations contenues dans ledit rapport, fera-t-il savoir, ont fait l'objet d'évaluation à l'occasion d'un atelier avec les universitaires et Experts dans le domaine électoral et constitutionnel. Une session qui a permis à la COCEM de jauger le niveau d'acceptabilité et de faisabilité de ses recommandations.

Ainsi, au regard des insuffisances constatées et des défis récurrents, la COCEM a essentiel-

lement formulé les recommandations suivantes : évaluer de façon inclusive l'élection présidentielle de 2018 et les élections législatives de 2020 par tous les acteurs impliqués dans la gestion des élections, en vue de diligenter des réformes électorales et constitutionnelles plus poussées qui doivent permettre

de corriger les dysfonctionnements et de pérenniser les bonnes pratiques ; mettre en place un organe unique, indépendant et pérenne de gestion et de surveillance des élections, conformément aux dispositions de la Charte africaine de la Démocratie, des Elections et de la Gouvernance, tel que recommande par la COCEM dans son rapport d'observation de l'élection présidentielle de 2018. Ces mesures contribueront, selon l'organisation, à crédibiliser les scrutins, à accroître l'efficacité dans la tenue des élections, optimiser les coûts des élections et à renforcer la mémoire institutionnelle.

La COCEM recommande également de : lég-





liser la publication des résultats bureau de vote par bureau de vote avant la fin des délais de recours afin de permettre aux partis et aux candidats de documenter leurs plaintes ; revoir le mode de scrutin des élections législatives en allant par exemple au scrutin proportionnel. Ce mode est simple, juste et plus représentatif dans son principe, les sièges sont attribués selon le nombre de voix. La proportionnelle fait également la promotion de la diversité dans la représentation ; instituer un système de suppléance à l'Assemblée Nationale pour permettre de remplacer plus facilement et à moindre coût un député en cas de décès ou d'indisponibilité ; diligenter l'informatisation de l'état civil et du casier judiciaire pour plus de fiabilité du fichier électoral ; introduire le principe du contradictoire dans la distribution de la justice électorale qui consiste à informer la partie contre laquelle la requête est formulée ; clarifier davantage les procédures de recours devant la Cour constitutionnelle ; introduire la désignation des assistants juristes pour plus de célérité et d'efficacité dans le traitement des requêtes ; proroger le délai de recours après les opérations électorales.

En outre, la COCEM souhaite qu'il soit permis

à l'organe unique chargé des élections de proclamer les résultats définitifs des élections et la Cour Constitutionnelle se concentrera uniquement sur le traitement du contentieux ; Revoir le profil des membres, la composition, le mode de fonctionnement, le mandat en instaurant un mandat unique pour les membres de la Cour Constitutionnelle ; Consolider davantage l'application de la Loi 2015-052 relative à la promotion du genre dans l'accès aux fonctions nominatives et électives et celle 2018/027 relative aux droits des personnes vivant avec un handicap ; Relire la loi n°96-57 du 16 octobre 1996 déterminant les circonscriptions électorales et la répartition des sièges des Députés à l'Assemblée Nationale en vue de corriger l'incohérence entre l'article 1er de la Loi N°2012-017/ du 02 Mars 2012 portant création de circonscriptions administratives en République du Mali et la répartition des sièges de Députés à l'Assemblée Nationale ; Relire la loi n°02-010 du 05 mars 2002 portant loi organique fixant le nombre, les conditions d'éligibilité, le régime des inéligibilités et des incompatibilités, les conditions de remplacement des membres de l'Assemblée Nationale en cas de vacance de siège... en procédant à une révision du nombre de Député

conformément au dernier recensement ou au nombre d'électeurs inscrits sur le fichier électoral...

Pour le président de la COCEM, les défis, à l'heure actuelle, sont énormes et tout semble être prioritaire. A cet effet la COCEM, dira-t-il, exhorte les autorités de la Transition qui ont accordé une place de choix aux réformes dans la feuille de route, à redoubler d'efforts pour diligenter les réformes institutionnelles et électorales avant les prochaines échéances électorales. Cela permettra, selon lui, d'éviter que les mêmes causes produisent les mêmes effets. Pour cela, la COCEM réitère sa disponibilité à œuvrer au côté des autorités maliennes pour ces réformes indispensables aux élections paisibles. Et de citer le Président de la Transition, Bah N'Daw qui, dans son discours d'investiture, avait déclaré : « **Il nous faudra sans délai mener une réflexion profonde sur les tares de nos processus électoraux et ce, à l'effet de nous doter de bons textes, de bonnes pratiques, de solides contre-pouvoirs, car ce sont ceux-là, la force de toute démocratie...** ».

■ Yama DIALLO

SOUMI et SBM : Du duel en duo en 2022 ?



Les élections présidentielles d'après la transition politique, en 2022, s'annoncent palpitantes au Mali. Le marigot politique bouillonne de sorties politiques. D'un côté, l'ex-chef de file de l'opposition, Soumaïla Cissé, de l'autre l'ancien Premier ministre Soumeylou Boubeye Maïga.

Issus du creuset politique ADEMA-PASJ, les deux hommes dirigent leur parti politique respectif, Soumaïla pour l'URD et SBM pour l'ASMA-CFP, comme en a décidé le destin. Mais tous deux sont tourmentés par le fauteuil de Koulouba. Il faut l'occuper à tout prix.

Au moment où le Malien lambda cherche de quoi ruminer sous une transition politique pétrie d'incertitudes, le président de l'URD et celui de l'ASMA se sont lancés dans un duel à distance, qui ne dit pas son nom. Si le second se félicite de la libération du premier, tous deux sont conscients que cadeau, il n'y en aura pas sur le champ politique. Les deux politiques abattent leurs cartes, prenant ainsi une longueur d'avance sur les autres formations politiques.

Aussitôt libéré de sa situation d'otage, Soumi n'a pas observé de repos avant d'investir les médias. Ses multiples sorties médiatiques frisent la pré-campagne pour les présidentielles à venir. Partout à Bamako, les panneaux publicitaires véhiculent le message. Parallèlement, une opération de lobbying auprès de ses partenaires, qui l'a conduit en Europe, se dé-

roule placidement comme si l'enfant de Niafounké n'a pas passé six ans aux mains des ravisseurs dans le désert malien.

SBM, de son côté, a opté pour la proximité. Il marque déjà le terrain. Le samedi 17 octobre dernier, il a « renoué avec les visites de proximité » en se « rendant dans la commune rurale de Benko dans le cercle de Dioïla ». Là, il a eu des rencontres avec les acteurs sociaux, notabilités, autorités religieuses et procédé à « une remise de médicaments au CESC de Koni ».

Si les élections générales sont maintenues en 2022 pour sortir le pays des labyrinthes de la transition, le président de l'ASMA-CFP reste un candidat potentiel, un challenger véritable de Soumaïla Cissé qui, autre, reste aujourd'hui, en l'absence de IBK, le favori. Après plusieurs échecs aux présidentielles, dont ceux de 2013 et 2018 face à IBK, le président de l'URD se voit en pole position.

Certes, les antécédents politiques entre les deux hommes ne datent pas d'aujourd'hui. En 2002, Soumaïla Cissé et Soumeylou Boubeye Maïga, tous deux membres du comité exécutif de l'ADEMA-PASJ, se sont livrés à un duel de titan lors des primaires pour choisir le porte-étendard du parti pour les présidentielles. Soumi finira par l'emporter, il est alors investi candidat du parti, mais n'aurait pas eu, selon certaines sources, le soutien soutenu et attendu de Soumeylou Boubeye Maïga. La plaie

sera encore plus profonde en 2018 avec les élections présidentielles. SBM, alors Premier ministre, n'a pas laissé la tâche facile à Soumaïla Cissé face à un IBK, réélu Président de la République.

Mais duel Soumi –SBM peut se transformer en duo pour gérer le pays. En effet, en politique, les ennemis d'hier peuvent devenir des associés aujourd'hui. Surtout que les deux dinosaures politiques se connaissent sous les couleurs de l'ADEMA. Il y a un peu plus d'un an, les deux hommes se sont rencontrés, la nouvelle avait défrayé la chronique. Les supputations les plus folles ont prédit une alliance entre l'URD et l'ASMA-CFP pour 2023. Malheureusement, le coup d'État contre le régime démocratiquement élu du Président Keïta a changé la donne. Les élections présidentielles auront lieu plus tôt que prévu, si la feuille de route de la transition dirigée par Bah N'Daw est respectée.

D'ici 2022, il y aura certainement une reconfiguration politique. Déjà, le PARENA de Tiébilé et la CODEM de Housseini Amion Guindo ont donné le ton depuis quelques jours. D'autres formations politiques vont leur emboîter le pas. Espérons si l'URD et ASMA-CFP feront pareil.

DACK/Icimali

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA

Il tombe amoureux de sa servante : Une rencontre anodine qui fait basculer sa vie

Il y a des rencontres qui peuvent basculer le cours de notre vie à tout jamais. Tel est le cas d'Amadou S. qui a perdu le contrôle de la sienne après avoir rencontré incidemment sa servante. Après vingt ans de mariage, il est tombé sous le charme de sa servante, lui qui ne s'est jamais imaginé tromper sa femme même dans ses rêves les plus fous.



Un homme carré dans la cinquantaine, qui ne suit pas la mode vue qu'il est un adepte de la simplicité pour laquelle sa famille le traite de Gaou (vieux jeu, qui ne connaît rien des choses de la vie). Cette appellation l'amuse beaucoup, car il ne pense pas changer de comportement au nom de la modernité pour rien au monde. En plus de sa simplicité, Amadou gagne bien sa vie. Ni lui, ni sa famille ne manque de rien. **« Dans le langage courant, je dirais que j'ai un peu et je suis plutôt un bel homme, un beau gars et je vis le plus simplement que possible. C'est mon épouse qui s'occupe de tout ce qui concerne la maison. Je ne lésine pas sur les moyens pour faire plaisir à ma famille. Cela fait des vingtaines d'années que j'ai épousé une charmante demoiselle. Jusqu'à présent, je ne m'étais jamais intéressé au personnel de la maison. Pour moi, seule mon épouse**

est habilitée à engager ou renvoyer un domestique. C'est à peine si je les regardais ou leur adressais la parole ».

Depuis son mariage il n'a jamais trompé sa femme a fortiori y penser, comme nous avons l'habitude d'entendre. "Il ne faut jamais dire jamais !". Voici la rencontre qui va basculer la vie d'Adama.

« Contrairement à son habitude, ce jour-là, ma femme est partie tôt à son travail, je suis donc resté seul à la maison en attendant mon heure habituelle. La servante était à sa sortie du mois depuis le vendredi pour y passer le week-end, au moment où je m'apprêtais à sortir, elle est arrivée dans son ensemble pagne qui mettait en valeur ses formes avec un visage rayonnant comme si elle s'était tressée la veille. C'était ma première fois de lui accorder un regard, dès ce jour, toutes mes pensées sont vers ma ser-

vante ».

Cette image de la servante a hanté la journée d'Amadou. Lui qui ne s'intéressait pas au personnel de la maison a changé. Le comportement de son épouse vis-à-vis de sa servante lui faisait tant mal. Ce n'est un secret pour personne, la manière dont certaines employeuses traitent leurs domestiques. Ce qui agaçait le nouvel Amadou amoureux. Les sentiments ne se contrôlent pas. Adama était de plus en plus amoureux de la jeune femme qui hante ses pensées depuis un moment et perdait le contrôle. **« Il m'arrivait de ne pas manger quand ma femme réprimande la servante, et j'étais parfois tenté d'intervenir mais hélas »**, ajoute-t-il. Un beau jour une idylle est née entre Adama et la cause de son changement.

« J'ai commencé par faire des petits gestes en cachette pour la servante. Je patientais jusqu'à sa sortie du mois pour passer du temps en sa compagnie. Qui l'aurait cru, moi Adama qui sermonnait mes amis pour leur infidélité, me voilà tromper mon épouse avec sa servante. Je deviens de plus en plus accro à la servante, je lui ai proposé de quitter son travail pour plus de sécurité et je m'occuperais d'elle à mes frais. J'aimerais la prendre comme seconde épouse mais je crains la réaction de ma femme, je suis entre le marteau et l'enclume d'une part il y a ma femme et mes enfants et de l'autre part la charmante jeune femme qui a su réveiller en moi l'autre facette de ma personne. Beaucoup me traiteront d'égoïste, de profiteur mais je ne veux perdre aucun de ces deux femmes, je ne sais plus quoi faire », conclut-il son témoignage.

Oumou Fofana
Source : Mali Tribune

En Côte d'Ivoire : « Nous ne pouvons pas reconnaître Ouattara s'il se proclame élu »



Pascal Affi N'Guessan, président du Front populaire ivoirien (FPI), à Abidjan, le 14 octobre 2020. Luc Gnago / REUTERS

En Côte d'Ivoire, alors qu'approche l'élection présidentielle du 31 octobre à laquelle se présente à nouveau l'actuel président Alassane Ouattara, l'opposition maintient ses appels à la « désobéissance civile » et au « boycott du scrutin ». L'atmosphère est tendue.

Si des violences entre communautés ont déjà éclaté en plusieurs points du pays, l'opposition, regroupée notamment autour de l'ancien président Henri Konan Bédié, de l'ex-président de l'Assemblée nationale Guillaume Soro et du Front populaire ivoirien, le parti fondé par Laurent Gbagbo, estime que « la répression sanglante » du régime a déjà fait 70 morts et 211 blessés.

L'ancien premier ministre de Laurent Gbagbo, Pascal Affi N'Guessan, aujourd'hui en front avec son mentor, est le porte-parole de cette coalition. Entretien.

Quel bilan faites-vous de votre appel à la désobéissance civile ?

Le bilan est positif sur le plan de la mobilisation et de la détermination de nos compatriotes. Il y a une prise de conscience que la situation est inacceptable et qu'il faut tout faire pour la changer. Nous n'avons pas encore réussi à faire céder M. Ouattara mais nous progressons. L'élection est déjà dénaturée et chacun est conscient qu'une élection digne de ce nom n'est pas possible dans le contexte actuel.

Nous avons réussi à discréditer le processus électoral et à nous donner les moyens de ne pas reconnaître M. Ouattara comme président de la République de Côte d'Ivoire après le 31 octobre. C'est un acquis important. Il faut désormais intensifier les actions pour qu'il recule, accepte de reporter l'élection et d'ouvrir des

négociations pour que nous trouvions des solutions afin de garantir un scrutin transparent et équitable.

Quoi qu'il arrive, vous ne reconnaissez pas Alassane Ouattara comme chef de l'État si sa victoire est proclamée après l'élection ?

Nous ne reconnaissons pas l'élection, alors nous ne pouvons pas reconnaître quelqu'un qui se proclame élu à l'issue de celle-ci.

Mais le pays n'est pas totalement bloqué comme vous l'entendez ?

Il n'y a peut-être pas de violences, mais vous voyez par exemple qu'Abidjan n'est pas apaisée. Les gens prennent des dispositions. Dans les supermarchés, les gens s'approvisionnent.

Ils savent bien que quelque chose va se passer, que la situation n'est pas normale.

Maintenez-vous votre appel à empêcher le vote ?

Évidemment et cela a déjà commencé avec le blocage de la distribution des cartes d'électeurs, de certains bureaux de la Commission électorale indépendante [CEI]. Dans beaucoup de régions, il n'y aura pas d'élection car les bureaux ne seront pas ouverts.

Ouattara n'a pas assez de militaires pour les déployer dans tous les bureaux de vote. Dans au moins deux tiers des localités, il n'y aura pas de bureaux ouverts le samedi 31 octobre. Les chiffres qui pourront être annoncés ne traduiront aucune réalité politique.

Ne risquez-vous pas d'être condamnés internationalement pour avoir bloqué le vote ?

L'important est de triompher à la fin. La communauté internationale sait que lorsqu'un peuple est dans son droit, il utilise les moyens à sa disposition. Combattre cette dictature, ce n'est pas combattre la loi.

Craignez-vous d'être arrêté ?

Pas du tout. Ouattara peut le faire mais ça ne fera qu'aggraver son cas.

N'est-il pas paradoxal de votre part et de celle d'Henri Konan Bédié d'appeler

au boycott tout en maintenant vos candidatures ?

Etre candidat c'est une chose, et réclamer de meilleures conditions électorales c'est une autre chose. Nous n'avons pas besoin de lier les deux. Se retirer serait abandonner le pays au dictateur. Nous combattons la dictature pour défendre nos candidatures et avoir une chance de concourir dans la transparence. Nous ne voulons pas démissionner.

Un gouvernement d'union nationale est-il envisageable après l'élection ?

C'est maintenant qu'il faut faire un gouvernement de transition, pas après l'élection, les morts.

Comment justifiez-vous votre alliance avec ceux que vous avez combattus comme MM. Konan Bédié et Soro ?

Souvenez-vous de la résistance contre l'occupation nazie, ce n'était pas seulement des gens de droite ou de gauche. C'est la cause nationale qui amène un peuple à se rapprocher au-delà de ses divergences. Aujourd'hui Ouattara, c'est notre Hitler.

Alassane Ouattara a dit qu'il entendait permettre le retour de Laurent Gbagbo après l'élection. C'est une bonne chose pour vous ? On lui demande d'organiser une élection trans-

parente et de retirer sa candidature. Il avait le temps de ne pas envoyer Gbagbo à la Cour pénale internationale. Il fait de fausses promesses parce qu'il est acculé. On sait ce que valent ses promesses. Il avait promis de ne pas être candidat et le voilà candidat. Sa parole ne vaut pas un clou en Côte d'Ivoire.

Ce qui est en jeu dans notre combat, c'est le retour de tous les exilés politiques. Nous ne demandons pas cela pour les beaux yeux de l'un ou de l'autre, mais pour la paix et la stabilité du pays. On ne peut pas obtenir la réconciliation si certains leaders sont condamnés à l'exil et leurs partisans traumatisés par cette situation.

Laurent Gbagbo est-il légitime à redevenir président du Front populaire ivoirien ?

Tous les militants sont légitimes à l'être. C'est la démocratie qui prévaut dans un parti politique et je suis persuadé que si le président Gbagbo est candidat, il a toutes les chances de le devenir.

Le soutiendrez-vous s'il est candidat ?

S'il insiste, je ne le combattrai pas.

Source le Monde



Guinée Conakry : La contestation des résultats de la présidentielle et la théorie des trois vérités



La Guinée s'est honorée d'avoir eu d'éminents enseignants dans tous les cycles de son système éducatif. Leur liste, depuis notre indépendance en 1958, est bien fournie. Parmi la pléiade de maîtres et professeurs qui nous ont moulés pour faire de nous ce que nous sommes aujourd'hui, chacun de nous garde en mémoire le souvenir affectif, respectueux et reconnaissant d'au moins un d'entre eux, si ce n'est plus. Vouloir les citer tous, serait laborieux et nous en oublierions même quelques-uns, qui pourraient être aussi bons, sinon plus que ceux que nous aurons nommés.

Dans ce lot de brillants formateurs qui ont façonné les générations de cadres de l'après-indépendance, c'est le souvenir du prof de philosophie Camara Sékou dit "Sékou philo" qui nous remonte à l'esprit. Nous avons encore en mémoire un exposé brillant qu'il nous a dispensé dans les années 1970, au temps de la révolution, sur un sujet que nous trouvons très adapté au contexte politique actuel de notre pays. Il avait été sollicité pour rétablir un équilibre presque rompu, entre deux entités confrontées à un problème sociétal aigu qui les assaillaient et dont ils faisaient une lecture antagonique. C'est la riche moisson d'idées qu'il en avait tiré qu'il avait bien voulu nous

faire partager. Il avait titré l'exposé : Les trois vérités. Un théorème qu'il a largement développé et dont nous gardons encore en mémoire la quintessence des argumentaires. Ce fut un de ces exposés magistraux, rondement menés, avec les mots qu'il fallait, qui nous a fortement impressionnés. Et notre prof de nous dire, avec toute la modestie et l'humilité qui le caractérisaient, que le même thème développé peu avant, sur la requête des autorités, avait permis, à la fois, de recoller les morceaux d'un tissu relationnel et social déstructuré dans une des fédérations d'alors et rétablir la cohésion entre des parties en contradiction. Là où les chocs étaient prévisibles voire attendus et inévitables, l'harmonie et la cohésion avaient repris le dessus. Par la force des arguments ! Souligna-t-il, avec une joie communicative.

Pour monsieur Sékou philo, dans les relations entre individus ou associations, il faut toujours envisager la survenue probable d'une contradiction ou d'une crise qui crée une situation évolutive à gérer sans attendre. C'est une loi de la nature. La vie est faite de contradictions. L'harmonie parfaite et pérenne reste un vœu pieux. Les facteurs conflictuels dans toute vie commune, surtout à l'échelle d'un pays, sont trop nombreux. Et quand des intérêts d'un cer-

tain niveau sont en jeu, les hommes sont en général, peu enclins à entendre raison ou à se faire des cadeaux. C'est à ce moment que le danger guette la communauté et que les tensions s'exacerbent. Notre prof d'indiquer alors qu'il faut activer sans attendre, la théorie des trois vérités pour ramener la cohésion compromise ou perdue. Il disait avec force conviction que ces trois vérités sont : La Vérité (la vraie, l'unique), Ma vérité et Sa vérité (celle de chacun des deux protagonistes).

Pour notre prof, dans n'importe quelle situation antinomique voire conflictuelle, ce mécanisme de recherche de la vérité entre en jeu. Il faut le mettre en marche pour trouver une solution. Mais, précisera-t-il, il faut dissocier les trois axes en considérant la vérité (celle vraie et unique) comme le référentiel inaltérable, indélabile, intemporel, parce que, reposant sur les règles et lois établies.

Si, au même moment, chacune des parties s'évertue à ne voir que sa vérité et que la contradiction surfe sur cette dynamique antagonique, alors la donne est faussée et le conflit ira croissant, chacun se cramponnant à sa vérité, au détriment de la vraie vérité qui n'est pas loin, mais qu'on ignore royalement.

Source : Guinée News

Ministère de la Jeunesse et des Sports : La touche du Ministre Mossa Ag Attaher



A peine nommé, à la place de l'excellent Arouna Modibo Touré, Mossa Ag Attaher met sa touche particulière.

Les visites de prise de contact ont été l'occasion pour le nouveau ministre de constater les perspectives et les difficultés. Rigoureux et très dynamiques, les failles impardonnables ont été immédiatement punies et ont suivies les nouvelles mesures.

Après avoir pris connaissance du non-paiement de la cotisation du Mali à la CONFEJES, le ministre des sports a, sans autres formes de protocoles, ordonné le paiement dudit montant qui s'élève à la somme de dix millions de francs CFA.

Aparavent, et dans l'objectif de redynamiser

la coopération dans le domaine des Sports et de la Jeunesse entre le Mali et l'Allemagne, le ministre de la Jeunesse et des Sports, Mossa Ag Attaher a reçu en audience, l'ambassadeur de la République Fédérale d'Allemagne au Mali, SEM. Dietrich Fritz Pohl, le 16 octobre dernier dans la matinée.

L'Allemagne est un pays ami du Mali. Les deux pays entretiennent une relation diplomatique exemplaire depuis les premières heures de l'accession du Mali à la souveraineté nationale et internationale. Cette bonne coopération s'est traduite dans plusieurs domaines, dont le sport et la jeunesse. Conscient de cette évidence, le ministre de la Jeunesse et des Sports, Mossa Ag Attaher, quelques jours seu-

lement après sa prise de fonction, a tenu à accorder une audience à l'ambassadeur d'Allemagne dans notre pays, Dr Dietrich Fritz Pohl. Cette audience qui était mise dans le cadre d'une première prise de contact entre les deux personnalités, fut l'occasion pour les deux personnalités d'échanger sur de nombreux sujets, dont l'état des lieux de la coopération entre les deux pays frères dans le domaine spécifique des sports et de la jeunesse.

"Notre objectif ne peut être qu'unique et commun et de contribuer à faire de notre sport un outil de victoire mais aussi un moyen d'accompagnement ..." C'était au siège du Comité National Olympique et Sportif du Mali (CNOSM) que le ministre de la Jeunesse et des Sports,

Mossa Ag Attaher a réaffirmé la disponibilité pleine et entière de son département pour une franche collaboration. Cela dans l'intérêt supérieur du rayonnement du sport malien. Selon lui, l'objectif est unique et commun. Il s'agira de contribuer à faire du sport malien un outil de victoire mais aussi un moyen d'accompagnement de notre pays. Le Président du CNOSM, Habib Sissoko a salué à sa juste valeur cette visite de courtoisie, qui permettra de renforcer davantage le partenariat entre le département de la Jeunesse et des Sports et le CNOSM. Cela pour le plus grand bonheur du mouvement olympique et sportif du Mali. Puisque le CNOSM œuvre pour maintenir des relations d'harmonie et de coopération avec les organismes gouvernementaux et non gouvernementaux.

Le ministre a conscience de l'importance de cette structure qui tire sa dénomination "Comité national olympique et sportif", précise

Habib Sissoko, est la fusion depuis 1999 entre le Comité national olympique et le Comité national des Sports.

"Le CNOSM a compétence exclusive pour la représentation du Mali aux Jeux olympiques et aux compétitions multisports régionales, continentales ou mondiales régies par le CIO", précise Habib Sissoko,

avant de souligner que les organes annexes du CNOSM sont : l'Académie nationale olympique, le Musée national olympique et les Centres olympafrica à Bamako et à Markala. C'est d'ailleurs pour ces premiers exploits que les honneurs à son égard ont commencé.

En effet, Le ministre Ag Attaher a reçu les honneurs de la Femafoot

Deux maillots des Aigles du Mali, estampillés au nom du ministre de la Jeunesse et des Sports, Mossa Ag Attaher, deux fanions de l'équipe nationale du Mali de football, tels sont les cadeaux que le président de la Fédé-

ration Malienne de Football (FMT) Mamoutou Touré "Bavieux" accompagné des membres de son bureau ont tenu à remettre avec des mots de félicitation au nouveau ministre de la Jeunesse et des Sports.

Dès sa prise de fonction, Mossa Ag Attaher a signifié à tous les partenaires de son département que les portes du ministre de la Jeunesse et des Sports restent ouvertes pour tous. Pour joindre l'acte à la parole, le ministre Mossa Ag Attaher a reçu le comité exécutif de la Fédération Malienne de Football, avec à sa tête son président, Mamoutou Touré "Bavieux". C'était à la faveur d'une cérémonie modeste, tenue en présence des membres du cabinet et du secrétariat général du MJS, ainsi que le Directeur national des Sports et de l'Education Physique (DNSEP).

■ Moctar SOW





Bélier (21 mars - 19 avril)

Jupiter en Sagittaire vous donne une nouvelle inspiration pour trouver un métier plus approprié à vos demandes. L'ambition revient et vous entrevoyez la possibilité de vivre un virage prometteur. La motivation fait son retour et vous allez de l'avant.

Les dépenses restent importantes et vous devez faire attention à ne pas acheter des articles peu nécessaires. Des coups de coeur guettent. Le budget reste exposé à des frais que vous ne voyez pas venir, mais dans l'ensemble la sérénité vous accompagne.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Vous prenez vos nouvelles responsabilités à coeur, un peu trop même. De multiples tensions apparaissent au sein de votre entreprise. Vous devez régler la situation au plus vite. Difficile pour vous de ne pas ramener vos tracas professionnels à la maison.

Certaines affaires ou contrats qui datent d'il y a quelques mois commencent à rapporter des bénéfices intéressants. On peut dire que vous menez très bien votre barque, ne vous laissez pas influencer par les personnes jalouses de votre réussite.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

L'idéalisation du travail est présente et elle vous aide à poursuivre vos rêves. Le climat fait réfléchir à d'autres styles de métiers et vous prépare à franchir un cap nouveau en changeant complètement de secteur. Des démarches sont favorables à ce projet.

Il faut rester vigilant une grande partie du mois, car les astres vous inclinent à vous faire dépenser, plus que de raison. C'est dans les gadgets et les accessoires ou les loisirs que le salaire fond. Il est conseillé de regarder vos priorités.



Cancer (21 juin - 21 juillet)

Motivé pour engranger davantage d'euros, vous prendrez des initiatives audacieuses. Vous ne perdrez pas de temps en tergiversations, vous agirez rapidement, car vous n'aurez peur de rien. Toutefois, ne vous emballez pas trop vite !

Vos affaires se mettent en place, les choses bougent dans le bon sens. Les astres s'activent pour vous permettre de faire des affaires. Vous aurez du flair et ne laisserez pas passer les bons plans. Vous serez sur place avant tout le monde !



Lion (22 juillet - 23 août)

Uranus en Taureau vous fait rechercher un poste où vous affirmez votre position. Le rôle de chef et un travail en équipe, à condition de gouverner, sont une orientation qui vous attire. Ce souhait peut se réaliser grâce à une proposition inattendue.

Un voyage en famille ou en amoureux pourrait faire partie de ce qui vous attire le plus et tant pis si le budget explose. Écoutez les conseils prodigués par vos proches qui vous évitent des erreurs dans la gestion financière et vous demandent d'être patient.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Las de votre travail actuel, vous rêvez à de grands changements sans oser les concrétiser. Vous vous déconnectez de la réalité. Vous tentez en vain de vous raccrocher à des valeurs sûres, mais vous vous sentez enfermé dans un carcan. Vous fuyez.

Vous ne souhaitez pas voir votre argent se dilapider, du coup, vous faites tout pour mettre un peu d'argent de côté, en cas de coup dur. La Vierge économe fait alors son apparition. Il ne faudrait pas que la situation devienne angoissante.



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Saturne en Capricorne apporte une ambiance tendue. Vous avez des adversaires de taille dans la vie professionnelle. Le parcours actuel n'apporte pas d'épanouissement. Vous avez l'impression d'avoir un poste peu évolutif qui vous déprime par moments.

Vous devez faire encore attention à vos dépenses. Elles doivent être réglées par étapes si vous faites un achat onéreux. Il est possible que vous décliniez des désirs d'achat, par prudence. Des petites contrariétés financières continuent de vous irriter.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Vous vous donnez à fond et votre partenaire vous reproche de ne penser qu'à votre job et de délaisser votre foyer. Vous ne pourrez vous empêcher de penser à vos dossiers. Votre conscience professionnelle vous pousse à en faire toujours trop !

Le trigone Jupiter/Vénus est du meilleur augure pour vos finances. Vous saurez exactement comment faire pour optimiser votre budget de manière à ne pas vous priver durant cette période estivale. Vos proches vous demanderont des conseils !



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Apprendre une langue étrangère pourrait faire partie de vos bagages souhaités pour donner une nouvelle dimension à votre carrière. Vous ne restez pas sur vos acquis et désirez évoluer. L'enrichissement intellectuel est très recherché dans votre poste.

La sagesse est vivement conseillée si vous ne voulez pas finir le mois avec un découvert. De l'inconscience ou une désinvolture pourrait vous animer et vous empêcher de réaliser de solides économies. Une autre façon de gérer l'argent pourrait s'imposer.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Vous avez du mal à avancer dans vos objectifs, vous traînez un petit peu la patte, vous n'avez pas la tête au travail. Une personne occupe toutes vos pensées. Vos collègues remarquent un manque d'investissement dans vos tâches, vous noyez le poisson.

Vous avez envie de changer votre façon de dépenser pour voir votre situation financière évoluer en mieux. Sans prendre de risque, vous commencez par établir un plan de financement. Finalement vous préférerez prendre conseil auprès de votre banquier.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Dans vos relations, l'une d'elles pourrait vous donner un contact pour une nouvelle branche professionnelle. La routine de vos fonctions devient la motivation principale pour changer. Trouver un nouveau poste peut se faire sur un coup de chance.

Des petites contrariétés peuvent retentir sur votre façon de dépenser votre salaire. Celui-ci peut partir rapidement dans des articles divers et l'envie de séduire a un lien avec la relation à l'argent. Peu d'économies sont possibles pour le moment.



Poisson (19 février - 21 mars)

Si vous pratiquez une activité en relation avec le domaine de la santé, vous serez particulièrement occupé et performant. C'est un secteur mis en vedette par les astres. Il correspond parfaitement à vos compétences et votre tempérament.

Vous aurez tendance à mettre la main au porte-monnaie un peu trop facilement. La Lune ne vous aide pas à maintenir une certaine rigueur dont vous auriez besoin. Essayez de ne pas céder à toutes vos envies. Pensez à votre compte en banque !

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous